

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL

Bois d'Ageux
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : IC-R/0436/24-CN/SF
Code AIOT : 0005101293

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL implanté Bois d'Ageux 60126 Longueil-Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL
- Bois d'Ageux 60126 Longueil-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005101293
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL est spécialisée, sur son site de Longueil-Sainte-

Marie, dans la formulation par mélange et le stockage d'engrais solides à base de nitrates d'ammonium. L'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (granulation d'engrais et mélange, tamisage, ensachage avec une puissance de 960 kW). Le fonctionnement de l'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987. Les activités relevant des rubriques n°4702-III (matière première : engrais à 27 % d'azote dû au nitrate d'ammonium: la quantité maximale présente dans l'installation est de 1100 t) et 4702-IV (produit finis : engrais NPK à moins de 16,4 % en azote due au nitrate d'ammonium: la quantité maximale présente dans l'installation est de 7700 t) sont soumises à déclaration. Ces installations n'étant pas réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, elles sont soumises aux dispositions visées à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Eclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	Demande d'action corrective	3 mois
7	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
16	Rejets air	Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 13.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Aménagement et organisation des stockages	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.12	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récépissé de déclaration	Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48	Sans objet
2	Réalisation du contrôle périodique	Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57	Sans objet
3	Suites données au contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1	Sans objet
4	Etat des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Sans objet
5	Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	Sans objet
8	Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
9	Equipements	Arrêté Ministériel du 06/07/2006,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de première intervention	article 4.3.2	
10	Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	Sans objet
11	Désenfumage, existence	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	Sans objet
12	Réfection des cases de stockage	Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 23.3	Sans objet
13	Plan de circulation	Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 10	Sans objet
14	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Sans objet
15	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 24 septembre 2024 a notamment permis de :

- vérifier la situation administrative du site ;
- mener des points de contrôle en lien avec la maîtrise des risques liés à l'incendie ;
- vérifier le respect des valeurs limites d'émission de concentration en poussières.

L'exploitant n'a pas encore changé la totalité de ses éclairages par des éclairages à lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre.

L'exploitant n'a pas présenté le rapport de contrôle de 2024 de ses détecteurs de gaz.

Ces deux points font l'objet de demandes d'actions correctives.

L'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émissions en concentration de poussières.

L'Inspection a constaté que trois tas d'engrais dépassaient le repère visuel mis en place par l'exploitant sur les murs latéraux des cases de stockage.

Ces deux points font l'objet de propositions de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récépissé de déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration
Prescription contrôlée :

Article R. 512-47 I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

Article R. 512-47 - Il est délivré immédiatement par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration.

Constats :

Le site est réglementé par arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987.

Suite à une modification de la nomenclature par le décret n° 2018-900 du 22/10/18 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement relève maintenant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1.

Par courrier du 15 novembre 2016 accordant à la société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL, le bénéfice des droits acquis, l'exploitant est autorisé à stocker, au maximum, 1100 tonnes d'engrais relevant de la rubrique 4702-III et 7700 tonnes d'engrais relevant de la rubrique 4702-IV.

L'état des stocks présenté le jour de l'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les tonnages prescrits dans son arrêté préfectoral (voir point de contrôle n°4).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation du contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").

II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la

conformité des installations classées à la réglementation.

Constats :

Le site est réglementé par arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987.

Suite à une modification de la nomenclature par le décret n° 2018-900 du 22/10/18 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement relève maintenant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1.

L'exploitant n'a pas demandé à changer de procédure suite au changement de régime induit par la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ainsi, l'arrêté préfectoral d'autorisation continue de s'appliquer à l'ensemble du site.

Par ailleurs, l'article R. 512-55 du Code de l'Environnement précise qu'une installation soumise à contrôle périodique comprise dans une installation soumise à autorisation ou à enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'est pas soumise à l'obligation de contrôle périodique.

Cette prescription n'est donc pas adaptée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suites données au contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.

Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.

<p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.</p> <p>L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :</p> <p>1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;</p> <p>2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;</p> <p>3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.</p> <p>Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu du point précédent, cette prescription n'est pas adaptée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Etat des stocks d'engrais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des stocks et situation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.</p> <p>La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant met quotidiennement à jour son état des stocks. Il a fourni le jour de la visite celui du 23 septembre 2024 (voir annexe n°1).

Cet état des stocks est associé à un plan des stockages : sont mentionnés sur ce dernier le numéro des cases et le nom des bâtiments dans lesquels sont stockés les différents produits, notamment les engrais relevant de la rubrique 4702-III et 4702-IV.

Le 23 septembre 2024, soit la veille de l'inspection, la quantité d'engrais à base de nitrate d'ammonium stockée sur site était de 60 tonnes. La quantité stockée était bien inférieure à la quantité de stockage maximale autorisée pour cette substance, soit 1 100 tonnes.

L'exploitant détient un plan de récolement du site (fait par SICLI) qu'il a fourni à l'Inspection le jour de la visite (voir annexe n°2). Sur ce plan, apparaissent notamment :

- les noms et la localisation des 3 bâtiments (Robert I, II, III) ;
- la localisation de la case n°2, réservée au stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium ;
- la localisation des extincteurs et extincteurs sur roues.

Ce plan est affiché sur site, et apparaît dans le plan d'organisation interne (POI) de l'entreprise.

À l'entrée de chaque case se trouve un tableau blanc sur lequel est écrit le nom de la matière stockée. Ceci a été constaté lors de la visite de terrain (voir planche photographique).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8

Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des combustibles et des matières incompatibles

Prescription contrôlée :

Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5.

Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :

- les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) ;
- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale ;
- le nitrate d'ammonium technique ;
- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement

oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.

Constats :

Concernant la matière combustible, les cases du bâtiment Robert I sont historiquement composées de béton et de bois. Cela a été constaté lors de la visite.

On retrouve dans les bâtiments Robert I et II des palettes de sacs de conditionnement séparées des cases par l'allée centrale des bâtiments (voir planche photographique). En effet, l'activité de conditionnement se fait sur la deuxième moitié du bâtiment Robert I et nécessite donc un accès à aux palettes. L'engrais à base de nitrate d'ammonium est stocké dans le casier n°2 du bâtiment Robert III, à l'opposé de l'activité d'ensachage.

L'absence de produits organiques destinées à l'alimentation humaine ou animale a été constaté par l'Inspection.

Seuls sont présents sur le site de l'engrais à 27% d'azote, apporté par le nitrate d'ammonium, non classé susceptible de subir une décomposition auto-entretenu et non détonant. Ce produit relève du classement sous la rubrique 4702-III.

Les autres produits issus du mélange sur site (famille NPK) sont composés à moins de 16,4% en azote dû au nitrate d'ammonium. Ces produits relèvent du classement sous la rubrique 4702-IV.

L'exploitant a confirmé l'absence de matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites dans les bâtiments de stockage.

Le seul risque d'échauffement dans les bâtiments est dû à l'usage d'un convoyeur, nécessaire à l'exploitation du site. Ce dernier est installé en hauteur, sous la toiture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique

Prescription contrôlée :

L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en

verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses.

Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais.

Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage.

Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.

Constats :

L'éclairage de l'ensemble des bâtiments de stockage Robert I, II et III a été changé durant l'année 2023 pour un éclairage à lampe à diode électroluminescente (LED). L'Inspection a constaté ce changement d'éclairage.

L'exploitant a indiqué qu'il lui restait à changer quelques lampes dans le bâtiment de production.

Non-conformité (fait modéré) n°1 : tous les éclairages ne sont pas à lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre.

Les installations électriques ne sont pas en contact avec les engrais.

Un local accolé au bâtiment de stockage est dédié au tableau général basse tension (TGBT) (voir planche photographique). L'exploitant a indiqué que l'interrupteur général permettant de couper l'alimentation en cas de besoin se trouvait à l'intérieur. Cette déclaration n'a pas pu être contrôlée par l'Inspection car l'accès au local TGBT est réservé aux personnes habilitées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : il est demandé à l'exploitant de respecter l'article 2.7 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en changeant l'ensemble de ses éclairages par des éclairages à lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence et adaptée au stockage
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.
Constats : Les magasins de stockage ne sont pas pourvus d'une détection incendie mais d'une détection gaz. Un contrôle de ces détecteurs a lieu une fois par an sur les cellules de stockage . L'exploitant a transmis par courriel du 14 octobre 2024 : - un rapport d'intervention n°230725142113 du 25/07/2023 de la société Teledyne sur les cellules de stockage qui conclut à l'absence de remplacement de détecteur ; - un rapport d'intervention n°210929135955 du 07/09/2022 de la société Teledyne sur les cellules de stockage qui n'est pas conclusif. Lors de la visite de site, l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer à l'Inspection l'emplacement de ces détecteurs. L'exploitant a transmis par courriel du 14 octobre 2024 le plan d'implantation des détecteurs de gaz (voir annexe n°3) Non-conformité (fait modéré) n°2 : le dernier rapport de contrôle des détecteurs dans les cellules date du 25/07/2023, soit de plus d'un an au jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective n°2 : il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection le rapport de contrôle des détecteurs de gaz dans les cellules de stockage de l'année 2024 sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Proximité des stockages des moyens eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site ne dispose pas de borne incendie sur place, mais à l'extérieur du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poteau incendie est implanté à l'entrée du site sur le domaine public. Il est contrôlé par les services municipaux ; - une deuxième borne a été posée récemment par la société voisine Vessière. <p>Le second point d'eau possible est un pompage dans l'Oise. Une aire de pompage aménagée est présente et peut accueillir les camions des services de secours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Equipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment - d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p>
<p>Constats :</p> <p>De nombreux extincteurs et extincteurs sur roues sont présents sur l'ensemble du site. Leur présence a été constatée par l'Inspection lors de la visite.</p> <p>Leur emplacement est indiqué sur le plan de récolement disponible en annexe n°2.</p>

L'exploitant a transmis par courriel du 14 octobre 2024 le compte rendu de vérification périodique Q4 des extincteurs effectué par la société Chubb le 18 janvier 2024. Ce compte rendu conclut que "l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accessibilité pour l'intervention des SDIS

Prescription contrôlée :

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.

Constats :

Le site est accessible et les bâtiments de stockage sont desservis par voie engin sur au moins un demi périmètre. En effet, une voie engin traverse l'ensemble du site et longe les bâtiments de stockage.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la voie qui se trouve du côté du site voisin (Vessière) est également accessible en cas de besoin et longe le côté des bâtiments de stockage opposé à la voie engins qui traverse le site des Engrais de Longueil.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Désenfumage, existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence d'un désenfumage adaptée

Prescription contrôlée :

Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Des aménagements d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident.

La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-II, III et IV et de 2 % pour les 4702-I.

Constats :

Dans sa lettre recommandée du 6 décembre 2017, l'exploitant détaille le calcul de sa superficie de désenfumage.

Le site est composé de 3 bâtiments de stockage contigus qui représentent une surface totale de 6 900 m² :

- bâtiment « ROBERT 1 » : 2 800 m² ;
- bâtiment « ROBERT 2 » : 2 100 m² ;
- bâtiment « ROBERT 3 » : 2 000 m².

Plusieurs portes le long des bâtiments assurent les amenées d'air frais :

- porte de 30 m² entre les bâtiments 1 et 2 ;
- porte de 20 m² entre les bâtiments 2 et 3 ;
- porte de 20 m² sur le pignon du bâtiment 3.

En 2008, la Compagnie des Engrais de Longueil a fait installer un bardage clair-voie de 55 m² sur l'extrémité du bâtiment Robert I.

En 2017, la Compagnie des Engrais de Longueil a fait agrandir le bardage clair-voie existant de 20 m² sur l'extrémité du bâtiment Robert I afin de répondre aux exigences réglementaires. La présence de ce bardage a été constatée par l'Inspection lors de la visite (voir planche photographique).

D'après les mesures de l'exploitant, la superficie du bâtiment de stockage des engrais est de l'ordre de 6900 m². La surface de désenfumage disponible est de 75 m². Elle correspond à 1,09 % de la surface totale du bâtiment.

Par ailleurs, le jour de l'inspection du 24 septembre 2024, l'exploitant a indiqué avoir positionné des trappes de désenfumage avec fusibles (tôles fusibles) sur le toit des bâtiments Robert 2 et 3. La présence de ces tôles a été constatée par l'Inspection lors de la visite de terrain.

Les portes situées le long des bâtiments sont inexistantes, ce qui constitue des entrées d'air permanentes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Réfection des cases de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 23.3
Thème(s) : Risques accidentels, Murs et sols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout amas de matières combustibles est interdit à l'intérieur des dépôts.</p> <p>Des précautions seront prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles, liquides ou solides ne puisse accéder jusqu' au dépôt.</p> <p>En particulier, les amas de corps réducteurs facilement oxydables ou de produits susceptibles de jouer un rôle d'accélérateurs de décomposition, devront être suffisamment élargis afin qu'ils ne puissent pas être mélangés accidentellement aux nitrates.</p> <p>Les produits éventuellement contaminés devront être évacués sous forme de déchet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le bâtiment de stockage est surélevé d'un mètre, et qu'en cas de cru, il ne devrait pas être inondé.</p> <p>On retrouve dans les bâtiments Robert I et II des palettes de sacs de conditionnement séparées des cases par l'allée centrale des bâtiments (voir planche photographique). En effet, l'activité de conditionnement se fait sur la deuxième moitié du bâtiment Robert I et nécessite donc un accès aux palettes. Les engrais à base de nitrate d'ammonium sont stockés dans la case n°2, dans le bâtiment Robert III, à l'opposé de l'activité d'ensachage.</p> <p>L'exploitant a confirmé l'absence de matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites dans les bâtiments de stockage. L'Inspection n'a pas constaté la présence de telles matières dans les bâtiments de stockage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de circulation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de circulation sera établi de manière à éviter les risques d'accident. La signalisation sera celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante seront aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Les voies de circulation seront toujours dégagées pour permettre l'intervention des véhicules de secours en cas de nécessité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa fiche de suivi "Circulation", transmise par mail le 2 septembre 2022, l'exploitant indique son état d'avancement à la date du 30 août 2022. Il y indique notamment "réaliser le marquage courant septembre [2022]". Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis n°202208041 réalisé par la société Marqu'osol, en date du 4 août 2022 concernant le marquage au sol.</p> <p>Le jour de l'inspection du 24 septembre 2024, l'exploitant a indiqué avoir réalisé le marquage en résine, mais que sa visibilité dépend des conditions météorologiques. Il arrive que par temps pluvieux, la boue et les poussières recouvrent partiellement le marquage. L'Inspection a constaté la présence de ce marquage ainsi que de panneaux pour la circulation.</p> <p>Concernant les aires de stationnement, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de zone d'attente matérialisée spécifiquement pour les poids lourds. Il dispose cependant d'une zone en gravats à l'entrée faisant office d'aire de stationnement. L'exploitant a précisé que cette problématique avait évolué : les passages de camions sont plus étalés dans le temps, ce qui réduit considérablement les temps d'attente et la nécessité d'une aire de stationnement.</p> <p>Les voies de circulation étaient dégagées le jour de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>

[...]

Constats :

Dans sa fiche de suivi "Conformité des installations électriques", transmise par mail le 29 juillet 2022, l'exploitant indique son état d'avancement jusqu'au 30 août 2022. Il y indique que les dates de passage de l'APAVE devaient avoir lieu les 3, 4 et 5 octobre [2022].

Par courriel du 14 octobre 2024, suite à l'inspection du 24 septembre 2024, l'exploitant a transmis un rapport de vérification de ses installations électriques datant du 17 mars 2024 comprenant plusieurs observations.

Il a indiqué dans sa fiche de suivi mise à jour que la dernière vérification des installations "ne présente que 2 récurrences dont une inhérente à la présence de poussière.
Le plan d'action est à 31% d'avancement. Le faible avancement s'explique par l'absence de notre électricien, de nombreuses semaines pour raison de santé."

L'exploitant a également transmis un plan d'action à jour (voir annexe n°4).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité installations électriques

Prescription contrôlée :

[...]

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 14 octobre 2024 son document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE).

Un paragraphe est dédié aux installations implantées en zone ATEX. Il y est indiqué que les installations doivent être en réduites au strict minimum et il y est rappelé les différentes normes réglementaires à respecter.

Il a par ailleurs transmis sa fiche de suivi des non-conformités et demandes d'amélioration mises à jour en date du 3 octobre 2024 et son plan d'action associé (voir annexe n°5).

L'exploitant a indiqué avoir effectué l'étiquetage du matériel implanté en zone ATEX. Cela n'a pas été vérifié lors de la visite.

L'exploitant a indiqué déplacer prochainement son laboratoire et réviser son DRPCE en conséquence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1987, article 13.3

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Les rejets canalisés issus de l'unité de production d'engrais devront être conformes à l'instruction ministérielle du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas d'installations émettant des poussières fines.

Les caractéristiques des conduits d'évacuations sont fixées comme suit :

- conduit n°1 : plateau granulateur
hauteur 19 mètres
vitesse d'éjection minimale 5 m/s

- conduit n°2 :
hauteur 19 mètres
vitesse d'éjection minimale 5 m/s

- conduit n°3 :
hauteur 19 mètres
vitesse d'éjection minimale 5 m/s

- conduit n°4 :

hauteur 19 mètres
vitesse d'éjection minimale 8 m/s

Les concentrations de poussières rejetées par chacun de ces conduits (indice pondéral) ne devront pas excéder : 30 mg/Nm³.

Par ailleurs les quantités totales de poussières émises à l'atmosphère ne devront pas excéder 1 kg/h.

Constats :

Tambour refroidisseur

Lors du contrôle inopiné effectué en 2023, les non-conformités suivantes ont été relevées sur le tambour refroidisseur :

- concentration en poussières : 85 mg/Nm³ au lieu de 30 mg/Nm³ ;
- vitesse d'éjection : 1,9 m/s au lieu de >5 m/s.

Lors du contrôle inopiné effectué en 2024 une non-conformité a été relevée sur le tambour refroidisseur : la concentration en poussières était de 33 mg/Nm³ au lieu de 30 mg/Nm³.

Granulateur sécheur

Lors du contrôle inopiné effectué en 2023, une non-conformité a été relevée sur le granulateur sécheur : la concentration en poussières était de 62,1 mg/Nm³ au lieu de 30 mg/Nm³.

Sur les deux émissaires

Lors du contrôle inopiné effectué en 2023, une non-conformité a été relevée sur les deux émissaires : la somme des flux massiques était de 1530 g/h au lieu de 1000 g/h.

Lors du contrôle inopiné effectué en 2024, la somme des flux massiques mesurée relevée était de 261 g/h pour une valeur limite de 1 000 g/h, elle était donc conforme.

L'exploitant a indiqué avoir changé ses canalisations pour des canalisations en inox entre les deux contrôles inopinés.

Non conformité (fait significatif) n°3 : non respect des valeurs limites d'émission de poussières en 2023 et 2024 au niveau du tambour refroidisseur.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition n°1 : mise en demeure demandant à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 13.3 de son arrêté préfectoral du 29 septembre 1987 en respectant les valeurs limite d'émission de concentration de poussières sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Aménagement et organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des tas de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une distance minimale de 30 cm est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que trois tas d'engrais dépassaient le repère visuel mis en place par l'exploitant (voir planche photographique).</p> <p>Non conformité (fait significatif) n° 4 : la distance de 30 cm entre le haut des tas d'engrais et le haut de la paroi de séparation des cases n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition n°2 : mise en demeure demandant à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en abaissant la hauteur des tas sous le repère visuel mis en place, sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois